

Interdire aux banques de spéculer avec notre argent

Séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires

Pour protéger l'épargne des citoyens et ne pas faire courir de risques aux finances publiques ni au financement de l'économie réelle, le principe d'une séparation étanche entre Banques de dépôt et Banques d'affaires vient d'être acté en Grande-Bretagne mais les lobbies ont obtenu que son application soit repoussée à... 2019 ! C'est évidemment beaucoup trop tard. Vu le risque qu'une crise majeure éclate bientôt sur les marchés financiers, il faut mettre en œuvre cette réforme sans tarder pour protéger l'économie réelle.

Pour interdire aux banques de spéculer avec l'argent de M. et Mme Tout-le-monde, **il faut séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires**. C'est une des premières réformes qu'a fait adopter Roosevelt en 1933 en faisant voter le Glass Steagal Act.

Quand Roosevelt fait voter cette loi, il ne laisse que quelques semaines aux banques pour la mettre en œuvre. C'est une condition sine qua non si nous voulons éviter que des banques universelles géantes ne prennent en otage les sociétés européennes parce qu'elles sont « too big to fail ».

Favoriser le financement des PME

Un des intérêts de cette réforme serait aussi d'obliger les banques de dépôt à être bien plus au service des PME qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Si les banques ne peuvent plus utiliser nos dépôts pour des activités spéculatives à 10 ou 15 % de rentabilité, elles accueilleront sans doute mieux les responsables de PME qui ont besoin de financer des projets de développement « normaux ».

De même, les collectivités locales et l'Etat devraient tout faire pour favoriser la création et la croissance des PME. Il faut en particulier améliorer l'accompagnement des créateurs d'entreprises et les aider dans le pilotage quotidien de leur entreprise. Gérer une entreprise n'est jamais facile, mais si l'on pense qu'on va vers une aggravation de la crise, le besoin de formation, d'outils de pilotage et de lieu d'échange avec d'autres responsables est encore plus évident.

On a parlé plus haut du stress et de la souffrance au travail que subissent un nombre croissant de salarié(e)s à cause de la peur du chômage (si t'es pas content, va voir ailleurs) mais il ne faut pas sous-estimer le stress que vivent aussi beaucoup de patrons de PME, sous-traitants de grandes entre-

prises. Pour muscler notre tissu économique, pour être plus résistants en cas de Tsunami, il faut favoriser le financement des PME mais aussi les aider à piloter leurs entreprises et agir pour rééquilibrer la relation entre grandes entreprises et sous-traitants.

En finir avec l'irresponsabilité des financiers

Depuis quelques semaines, c'est une véritable guerre que certains spéculateurs ont déclaré à la zone Euro et, à travers elle, à l'ensemble de la stabilité économique mondiale. Il ne suffit pas de dénoncer verbalement « la nature criminelle de certains comportements du secteur financier » comme le fait M. Barroso, il faut agir avec force pour les mettre hors d'état de nuire.

Aux États-Unis, l'autorité de surveillance bancaire (FDIC) a décidé le 6 juillet 2011 que les dirigeants des plus grands établissements financiers américains pourront **perdre rétroactivement leur rémunération en cas de faillite de leur entreprise**. L'État pourra "récupérer la rémunération des dirigeants" qui auront été jugés "clairement responsables" de la faillite de leur société. Ces personnes pourront désormais se voir opposer un "critère de négligence" permettant de récupérer leur rémunération a posteriori lorsqu'ils n'auront pas fait preuve "des compétences et de l'attention que la prudence ordinaire exige de pareille fonction et dans des circonstances semblables".

Cette règle est importante pour mettre fin à l'irresponsabilité des dirigeants. **Il faut la mettre en œuvre dans tous nos pays** en ne visant pas seulement les trois principaux dirigeants (comme c'est le cas aux USA) **mais** l'ensemble des cadres dirigeants, des sales et des traders.

De même, l'Europe a décidé le 18 octobre 2011 l'interdiction des CDS nus. C'est une très bonne nouvelle mais il faut aller plus loin : supprimer les clauses restrictives qui affaiblissent la portée de ce texte, interdire l'anonymat sur les marchés financiers, imposer des chambres de compensation sous tutelle publique aux marchés de gré-à-gré et décider de sanctions rétroactives pour les responsables ayant eu des comportements fautifs.

Développer des monnaies complémentaires

Au-delà de ces mesures d'urgence, une réflexion collective doit s'engager sur les fragilités qu'entraîne pour notre économie et notre cohésion sociale le fait de n'utiliser qu'une seule monnaie (ce que nous pourrions appeler une monoculture monétaire).

De la même façon qu'un parasite ou un incendie se propage éminemment plus vite dans une forêt ne comptant qu'une seule essence (par exemple le pin), une crise financière est susceptible de contaminer, en quelques jours, l'ensemble de l'économie mondiale par l'intermédiaire des banques, entraînant dans son sillage l'économie réelle, potentiellement saine et déconnectée des spéculations.

En revanche, une économie ouverte à une polyculture monétaire, comme cela fut le cas plusieurs fois dans l'histoire (notamment entre 1000 et 1290 en Europe) et comme cela est à nouveau le cas dans plusieurs pays du monde (Suisse, Belgique, Uruguay, Allemagne, Angleterre...) sera probablement plus stable et résiliente.

L'utilisation de ces monnaies complémentaires permettait de valoriser certaines richesses que les mesures classiques du PIB ne prennent pas en compte aujourd'hui et d'investir massivement sans création de dette, dans certains chantiers d'intérêt général.

L'apparition de monnaies locales et régionales un peu partout dans le monde (65 en Allemagne, 12 en France, plusieurs dizaines au Royaume-Uni, plusieurs centaines au Brésil et plusieurs milliers en Amérique du Sud, etc.) confirme cette analyse. La circulation de monnaies pouvant exclusivement être dépensées sur un territoire donné ou pour un type d'activité donné est utile pour relocaliser l'économie ou empêcher sa dislocation par les «forces du marché».